

Affaire suivie par : DESIDERIO Corinne
Téléphone : 04 77 43 53 60
Courriel : corinne.desiderio@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20230314_UIDLHL_EAR_82_RAP
Code AIOT : 0006103402

ST ETIENNE, le 14 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CHROMOBRONZE

Z.I. DE GALINAY
42230 Roche-la-Molière

=

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement CHROMOBRONZE implanté rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant souhaitait rencontrer l'inspection pour faire un point sur ses obligations pour l'utilisation d'acide chromique (CrCO₃). Comme le site est inscrit au Plan pluriannuel de contrôle pour 2023 il a fait l'objet d'une inspection triennale et de l'inspection dans le cadre de l'action régionale Coup de poing Produits Chimiques. Le présent rapport rend compte de ce second thème

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROMOBRONZE
- rue Dolomieu Z.I. DE GALINAY 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0006103402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

CHROMOBRONZE est une société de traitement de surface qui opère sur deux métiers (Nickel et Chrome) pour les pièces de sécurité ou l'amélioration de leur résistance aux effets du temps.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection Coup de Poing "produits chimiques"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer de son rattachement à une autorisation particulière pour l'utilisation du CrCO_3 et doit améliorer la gestion documentaire pour les produits qu'il met en oeuvre (FDS, suivi des bains et des rétentions).

Il doit étudier les éventuelles incompatibilités entre substances pour gérer les rétentions.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Sans objet
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réseau Eaux Pluviales du site doit pouvoir être isolé rapidement en cas d'incendie (dispositif et procédure de mise en oeuvre à prévoir)

Les incompatibilités entre produits doivent être étudiées et les rétentions adaptées aux contraintes en découlant.

L'eau contenue dans le puisard derrière l'atelier doit être analysée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17.
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Le contrôle a porté sur le seul produit stocké sur site : le trioxyde de chrome (CrO ₃) en paillettes. Le fournisseur est AMPERE et le conditionnement est assuré en seaux de 50 kg étanches. Ils sont placés sur rétention dans un local fermé avec cadenas qui est rangé au bureau – M. VERCHERY et Chef d'atelier et Responsable entretien sont les seuls autorisés à retirer des produits de ce local. Sur les seaux, l'étiquette est visible et porte les mentions de dangers et de prudence (sans leurs numéros en H et P) et les pictogrammes associés. L'exploitant doit transmettre une Fiche de données sécurité à jour (demande faite à AMPERE) et vérifier la cohérence entre l'étiquetage des contenants et la FDS. Il transmettra l'ensemble à l'inspection sous 2 mois.
Observations : Transmettre FDS et commentaire sous 2 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : L'exploitant indique qu'il ne dispose pas de toutes les FDS à jour pour les produits qu'il met en œuvre
<p>Observations : L'exploitant transmet sous deux mois les FDS des produits stockés et mis en œuvre. Ces FDS doivent être en langue française, comporter le nom et les coordonnées du fournisseur dont coordonnées mail, le numéro ORFILA et les 16 chapitres réglementaires (dont mentions de dangers et de prudence et pictogrammes associés)</p> <p>Pour les produits le nécessitant, les scénarios d'exposition sont joints à la fiche de données de sécurité.</p> <p>Il met ces fiches à disposition du personnel, soit en format informatique aisément accessible, soit en format papier par un moyen permettant une lecture facile.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des produits chimiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions</p>
<p>Constats : Les produits sont stockés sur rétention.</p> <p>L'inspection indique que les éventuelles incompatibilités entre produits sont à vérifier : il convient de mettre en rétention individuelle ou séparée les substances et mélanges incompatibles. Le site dispose de deux lignes de traitement (Une Nickel et une Chrome) et une cuve pour traitement artisanal.</p> <p>La ligne Chrome et la cuve artisanale disposent de la même rétention.</p> <p>La ligne Nickel dispose de 3 bains actifs (attaque – rinçage - nickel) et d'une rétention en résine sous cuves.</p> <p>Par ailleurs une rétention déportée à l'extérieur des bâtiments récupère les bains quand il est procédé à transvasement de cuve à cuve.</p> <p>La ligne chrome comprend un bain de Soude sur rétention commune aux cuves d'acide chromique : l'exploitant doit étudier le sujet de la compatibilité entre Soude et bains acides (selon les concentrations des bains concernés) dans la mesure où le contact soude/acide possible en cas de fuite sur deux cuves peut générer une réaction exothermique.</p> <p>Si une rétention isolée pour le bain de soude s'avère nécessaire, l'exploitant doit étudier une solution sous 6 mois et mettre en oeuvre les conclusions de l'analyse technico-économique conduite sous 12 mois.</p> <p>Le contrôle des rétentions et sondes électriques de fond de fosse est assuré régulièrement et ces contrôles sont notés sur le carnet d'entretien.</p> <p>La rétention de la ligne Nickel est résinée - la rétention de la ligne et de la cuve Chrome est en PVC. Selon les dernières notes, elles ont été nettoyées et sont propres.</p> <p>L'exploitant indique que le suivi des bains actifs est réalisé 2 fois par mois par densimétrie. Les teneurs des bains en métaux non issus des traitements sont contrôlées par un laboratoire pour maîtriser leur éventuelle "pollution".</p>
<p>Observations : L'exploitant doit étudier pour les lignes de traitement la compatibilité entre les bains associés à une même rétention. En outre une solution doit être trouvée pour gérer l'incompatibilité soude-acide si les concentrations des bains concernés le nécessitent. L'étude sera réalisée sous 6 mois, la solution technique retenue (rétentions sélectives, cuves double enveloppe...) sera mise en place sous 12 mois</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier sous 2 mois les éventuelles incompatibilités entre les produits stockés dans le local produits chimiques pour placer les produits incompatibles sur des rétentions distinctes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats : Pour les rétentions sous stocks de produits chimiques et sous lignes de traitement, voir constat n°3.</p> <p>L'inspection a fait le tour du site et a constaté que les bâtiments sont en limite de voirie communale, une grille d'évacuation Eaux pluviales se trouvant en contrebas du trottoir. L'exploitant indique que les descentes d'eaux pluviales du site sont intérieures pour certaines, extérieures pour d'autres.</p> <p>L'inspection demande que soit étudié sous 3 mois et mis en place sous 6 mois un dispositif permettant l'obturation du réseau Eaux pluviales en cas d'accident (incendie, déversement ...), par exemple par mise en place de ballons obturateurs en sortie du réseau interne au site.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un puisard dans la cour, rempli d'une eau noire. L'exploitant indique qu'avant d'expédier les bacs usés en déchets, ils étaient traités sur site avant évacuation au réseau. Le puisard est désormais désaffecté et la présence d'eau sale ne s'explique pas après 30 jours sans pluie. L'exploitant prévoit une analyse de l'eau contenue au mois d'avril 2023 pour s'assurer de sa qualité et identifier son origine si besoin.</p>
Observations : non conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : voir constats n°3 et 4 Les cuves sont équipées de détections de niveau et de température. Les rétentions sont équipées de détecteur de niveau haut Les contrôles par l'exploitant des rétentions et sondes sont réguliers
Observations : l'exploitant doit vérifier les incompatibilités potentielles et les gérer par mise en place de rétentions spécifiques lorsque nécessaire (60 jours pour les stocks, 6 à 12 mois pour les lignes de traitement de surface)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Les stocks sont à un niveau bas et contrôlés. L'exploitant a des contrats de fourniture pour limiter le coût de stockage des matières qui évolue à la hausse de manière sensible. L'exploitant indique ainsi ses stockages de produits : Nouveaux volumes de bains actifs sur les lignes : - chromage : chaîne de 3 cuves : 8 m ³ (artisanale) – 15 m ³ (10 000 ampères) – 10 m ³ (15 000 ampères) = 33 m ³ - nickel : chaîne de 14 m ³ (dont 6 m ³ de rinçage) = 8 m ³ - sulfurique : cuve de 2 m ³ - déchromage : cuve de 3,75 m ³ (soude) => 46,75 m ³ de cuves bains actifs - matières 1ères : 1 t en paillettes (commande 1 t pour régénérer bains – stock 500 kg en permanence) – n'a plus de stock préfère payer le service et commander quand les cours sont bas plutôt que stocker. bains usés : 3 bidons de 200 l (opération de destruction tous les deux ans). Actuellement le site détient aussi des boues chromiques (il est procédé à l'enlèvement tous les 6 à 8 bidons de boues chromiques)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet